

RECHERCHES SUR LA PROCÉDURE CIVILE EN LORRAINE : DU CODE LÉOPOLD AU CODE DE PROCÉDURE CIVILE

Affirmer que l'étude de la procédure civile en France reste à faire, est un euphémisme. Si les historiens du droit se sont intéressés depuis longtemps à la procédure criminelle, rares sont ceux qui se sont lancés dans l'étude du contentieux civil. L'important développement des règles relatives au déroulement du procès civil est une des caractéristiques du droit de l'Ancien Régime⁽¹⁾. Elle est surtout la marque, très forte, du développement permanent de l'Etat ainsi qu'en témoignent les grandes ordonnances du XVI^e siècle⁽²⁾ et du XVII^e siècle, notamment celle sur la procédure civile d'avril 1667⁽³⁾, dite « Code Louis ».

Certes, la procédure vraiment française a fait l'objet de quelques recherches à la fin du siècle dernier⁽⁴⁾ ; par contre, les procédures provinciales restent, à de rares exceptions, très mal connues⁽⁵⁾. La procédure lorraine, quant à elle, a servi de thème à une excellente étude réalisée par Claude Collot, mais sur une période allant seulement jusqu'au début du XVII^e siècle⁽⁶⁾ ; en revanche, à partir de cette date, tout reste à faire.

La procédure civile lorraine, comme celle d'autres régions, apparaît aux XIII^e et XIV^e siècles, à travers « le livre des droits de Verdun »⁽⁷⁾ et « les jugements du maître échevin de Metz au XIV^e siècle »⁽⁸⁾, comme très archaïque. Elle le restera, jusqu'à la fin du XVI^e siècle, malgré la rédaction des coutumes du duché de Lorraine en 1519⁽⁹⁾.

A partir de cette période et jusqu'au début du XVII^e siècle, la situation se modifie d'une manière profonde. La procédure civile

1) Cette situation a comme conséquence sur le plan des relations sociales l'apparition de la processivité.

2) L'ordonnance de Villers-Cotterêts d'août 1539, Isambert, Tome XII, p. 600.

3) Isambert, Tome XVIII, p. 103.

4) GLASSON (E.), « Les sources de la procédure civile française », *Nouvelle Revue historique de Droit français et étranger*, 1881, p. 401-516.

5) GANGHOFER (R.), « Les vicissitudes de la procédure civile en Alsace (XVII^e-XVIII^e) », *Histoire du droit social. Mélanges Jean Imbert*, Paris, 1989, p. 227-237.

6) COLLOT (Claude), « L'évolution de la procédure civile en Lorraine du début du XVI^e siècle jusqu'à l'occupation française de 1633 », *Annales de l'Est*, 1967, p. 79-130.

7) MEIJERS (E. M.) et SALVERDA DE GRAVE (J. J.), *Le livre des droits de Verdun*, 1940, 191 p.

8) MEIJERS (E. M.), SALVERDA DE GRAVE (J. J.) et SCHNEIDER (Jean), *Les jugements du maître échevin de Metz au XIV^e siècle*, 1951, 672 p.

9) BONVALOT (E.), *Les plus principales et générales coutumes du duché de Lorraine*, Paris, 1878, 133 p.

lorraine s'aligne progressivement sur la procédure civile française. En une soixantaine d'années (1571-1631), nous assistons à une véritable mutation des règles de procédure ; mais cette mutation demeure partielle. En effet, ce qui reste spécifique à la Lorraine, c'est la dualité des styles de procédure. Les justices bailliagères et inférieures utilisent une procédure souple et écrite, à peu près comparable à la procédure française. En revanche, la justice des *Assises de la chevalerie*⁽¹⁰⁾ demeure en grande partie formaliste et orale. Les trois occupations de la Lorraine par la France, entre 1633 et 1698, mettent un terme à cette particularité procédurale entre les Assises et les juridictions bailliagères. Cette situation est confirmée et entérinée lorsque Léopold engage la réforme complète de la procédure du duché et promulgue « l'ordonnance pour l'administration de la justice » donnée à Lunéville au mois de novembre 1707⁽¹¹⁾, plus connue sous le nom de *Code Léopold*⁽¹²⁾. La procédure du duché est désormais unifiée⁽¹³⁾.

Cette procédure civile lorraine instituée par Léopold répond à un double objectif. D'une part, après la signature du traité de Ryswick en 1697, lorsque le duc de Lorraine peut enfin régner dans son pays, tout est à restaurer : il faut en particulier des institutions nouvelles ou rénovées. Il imagine donc une réorganisation institutionnelle et cette solution s'impose à lui avec d'autant plus de force qu'il porte très haut le sens de l'Etat.

10) Il s'agit d'une des plus anciennes institutions judiciaires à caractère aristocratique de la Lorraine. Les Assises de la chevalerie, divisées en trois sections, siègent aux chefs-lieux des bailliages de Nancy, Mirecourt et Vaudrevange (Wallerfangen). Elles sont seules compétentes pour juger les litiges mettant les gentilshommes aux prises avec les plaideurs de tous rangs, y compris le prince lui-même. Les Assises se composent de onze gentilshommes à Nancy, sept à Mirecourt et Vaudrevange et sont présidées par le bailli. Ce dernier désigne un des gentilshommes, échevin, c'est-à-dire rapporteur. C'est l'échevin qui prononce la sentence après que les gentilshommes ont écouté la réquisition du bailli et délibéré entre eux. Les décisions des Assises de Mirecourt et Vaudrevange sont susceptibles d'appel aux Assises de Nancy alors que celles de cette dernière sont rendues en dernier ressort. MEAUNE (G.), *Les Assises de l'ancienne chevalerie Lorraine*, Nancy, 1872, 72 p. ; SADOUL (Charles), *Essai historique sur les institutions judiciaires des duchés de Lorraine et de Bar avant les réformes de Léopold 1^{er}*, Nancy-Metz, p. 133-170 ; DELCAMBRE (E.), « Les ducs et la noblesse lorraine », *Annales de l'Est*, 1952, p. 39-60, 103-119 et 191-209.

11) Ordonnance de S.A.R. pour l'administration de la justice, donnée à Lunéville au mois de novembre 1707, nouvelle édition, Nancy, J.B. Cusson, 1725, p. 69-199. L'ordonnance n'est pas une codification de la législation antérieure. Les coutumes ne sont pas abolies et continuent à régir les différents territoires où elles sont en vigueur. C'est la procédure qui est entièrement renouvelée.

12) Cette ordonnance de 1707 n'est que la reprise, avec des modifications dues au conflit avec Rome, d'une ordonnance promulguée à Nancy en 1701 et intitulée : *Ordonnance de Léopold 1^{er}, duc de Lorraine et de Bar, pour l'administration de la justice, portant règlement pour l'instruction des procédures civiles et criminelles, et pour les droits, fonctions et émoluments des officiers*. A propos des difficultés avec la papauté, consulter : TAVENEAU (René), « La Nation Lorraine en conflit avec Rome : l'affaire du Code Léopold (1701-1713) », *Les Fondations Nationales dans la Rome Pontificale*, Rome, 1981, n° 52, p. 479-766.

13) PAQUIN (Pierre), *Essai sur la profession d'avocat dans les duchés de Lorraine et de Bar au dix-huitième siècle (de la Réforme judiciaire de Léopold 1^{er} (1698) à la Révolution)*, Thèse de Droit, Nancy, 1961, p. 97-102.

ORDONNANCE
DE
SON ALTESSE ROYALE
POUR L'ADMINISTRATION
DE LA JUSTICE.
DONNEE A LUNEVILLE.
au mois de Novembre 1707.
NOUVELLE EDITION.
revuë , corrigée & augmentée.



A N A N C Y ,
Chez JEAN - BAPTISTE CUSSON , Imprimeur
Libraire de S. A. R. sur la Place , au Nom de JESUS.

M. D C C X X V .
AVEC PRIVILEGE.

D'autre part, Léopold souhaite dissiper toute trace d'autonomie locale et toute séquelle de la domination française. L'une et l'autre de ces aspirations prennent naissance dans le projet du *Code Léopold*. Pour mener à bien cette réforme, le duc de Lorraine fait appel à Jean-Léonard Bourcier⁽¹⁴⁾. Originaire de Lorraine - né le 17 août 1649 à Vézelize - il en est sans doute l'un des magistrats les plus illustres en raison notamment de sa science profonde du droit et de son élévation de caractère. Formé à l'Université de Pont-à-Mousson et préparé à l'éloquence judiciaire auprès des grands maîtres parisiens, il prête le serment d'avocat et s'inscrit au barreau de Metz en 1674. Il démontre dans cette fonction une parfaite maîtrise des mécanismes juridiques et de leurs méandres, au point que le premier président du Parlement de Metz le recommande à Louis XIV pour la place de procureur général auprès du conseil provincial du duché de Luxembourg⁽¹⁵⁾. En 1684, le roi de France le nomme effectivement à cette haute fonction. Bourcier engage alors de nombreuses réformes, notamment celle de la procédure des tribunaux luxembourgeois, en substituant la plaidoirie à la procédure écrite et en simplifiant les formes de l'ancien *style*⁽¹⁶⁾. En 1695, des ennuis de santé le contraignent à céder sa charge et à rentrer à Metz, car son vœu le plus cher est de retrouver sa terre lorraine. Malheureusement, ce projet n'avait pu être mené à bien pendant l'occupation française, en raison de l'état dans lequel se trouvait sa patrie, ce qui ne lui permettait pas d'envisager une carrière digne de ses compétences. L'occasion lui en est donnée lorsqu'à la suite de la signature du traité de Ryswick en 1697, la Lorraine retrouve sa souveraineté. Il se fait alors immédiatement inscrire au barreau de Nancy. Peu de temps après, le duc Léopold nomme Jean-Léonard Bourcier aux doubles fonctions d'avocat général⁽¹⁷⁾ et de procureur général de la cour souveraine et lui demande de réformer la procédure lorraine.

L'expérience de Bourcier, dans l'utilisation de l'ordonnance de 1667 et dans ses réalisations à l'étranger, le conduit tout naturellement à s'en inspirer pour la rédaction de la procédure civile lorraine. Certains y verront une ressemblance troublante, notamment

14) Il fut le seul rédacteur du Code Léopold. DIGOT (Auguste), « Eloge historique de Jean-Léonard Bourcier », *Mémoire de la Société royale des Sciences, Lettres et Arts de Nancy*, 1842, 66 p. ; SALMON (Charles-Auguste), *Étude sur le président Bourcier*, Toul, 1846, 46 p.

15) Le roi de France, Louis XIV, venait de s'en emparer en 1684.

16) C'est ainsi que l'on désigne les ouvrages relatifs aux règles de procédure, tant civils que criminels. Bourcier a rédigé, en 1685, un ouvrage sur ce travail intitulé « Style pour l'instruction des procès tant civils que criminels ». Malheureusement, il reste introuvable. DIGOT (Auguste), précité, p. 14.

17) Il occupe cette charge peu de temps, puisqu'il obtient l'autorisation du duc Léopold pour céder son titre à son frère Claude-François Bourcier.

avec l'ordonnance de France, ce qui les conduit à écrire : « L'analogie de l'ordonnance de Lorraine avec celle de la France, sur laquelle la première a été calquée, se trouve démontrée à tel point que les deux, à quelques formalités près, n'en paraissent faire qu'une »⁽¹⁸⁾. C'est là un jugement hâtif et superficiel. S'il est incontestable que l'ordonnance de 1707⁽¹⁹⁾ réalise un nouveau pas dans le rapprochement avec la procédure civile française, de nombreuses rubriques particulières à la procédure ducale apportent un démenti à cette affirmation.

Quelques exemples de différences entre le Code Léopold et l'ordonnance de 1667

Pour justifier les qualités de clarté et de simplicité souvent reconnues à l'ordonnance de Lorraine par rapport à celle de France, il faudrait se consacrer à une étude comparative et minutieuse de leurs dispositions respectives. Une telle tâche ne peut trouver son aboutissement en quelques mois. Néanmoins, il est possible d'apporter d'emblée des éclaircissements en consultant, dans le *Répertoire universel et raisonné de jurisprudence*⁽²⁰⁾ de Guyot et dans la *Collection de décisions nouvelles*⁽²¹⁾ de Denisart, les notices des principaux termes techniques de procédure relatives à la procédure ducale.

Une remarque de forme peut tout d'abord être faite. L'ordonnance de 1667 comporte 35 titres regroupant 513 articles, alors que le Code Léopold n'a que 26 titres et 393 articles. Cette différence, à première vue purement quantitative, cache vraisemblablement la marque d'une plus grande clarté et concision dans la

18) *Commentaire sur les ordonnances de Lorraine*, par M.M. Avocat au Parlement, Bouillon, 1778.

19) Cette ordonnance sur l'administration de la justice se compose de quatre documents ainsi classés : le règlement touchant les droits, fonctions et attributions des officiers de justice, l'ordonnance pour l'instruction de la procédure civile, l'ordonnance pour l'instruction de la procédure criminelle et enfin l'ordonnance sur les eaux et forêts. Nous remarquons que les premières règles de procédure évoquées touchent au domaine civil, preuve de la nécessité de leur réforme. Léopold n'évoque-t-il pas dans le préambule de l'ordonnance de 1701, cité précédemment, que l'ancienne procédure n'est « qu'un mélange de stile ancien et nouveau ne produisant que de la confusion et de l'incertitude ».

20) GUYOT (Joseph-Nicolas), *Répertoire universel et raisonné de jurisprudence civile, criminelle, canonique et bénéficiale*, Paris, 1784-1785, XVII volumes. La référence à cet ouvrage nous est d'autant plus indiquée, que Guyot est lorrain. Formé au droit à l'Université de Pont-à-Mousson, il est reçu avocat à la Cour souveraine de Lorraine et Barrois le 16 décembre 1748. Il connaît donc bien les mentalités juridiques de cette province. Ainsi dans le cadre de la rédaction d'ouvrages de jurisprudence, comme celui précédemment cité, les références faites au Code Léopold sont encore plus appréciables et pertinentes. CARDOT (Charles-Antoine), « Regards sur le droit en France au temps de Louis XVI : le répertoire universel et raisonné de jurisprudence (1776-1785), *Annales de la Faculté de droit de Clermont I*, fascicule 11, 1974, p. 196-271 et fascicule 13, 1976, p. 603-649.

21) DENISART, *Collection de décisions nouvelles et de notions relatives à la jurisprudence*, Paris, 1786, XIV volumes.

rédaction des dispositions de la procédure lorraine. Pour tenter de le démontrer, nous nous sommes attachés à étudier trois thèmes parmi les nombreuses références de l'ordonnance ducale exposées dans l'ouvrage précédemment cité de Guyot⁽²²⁾.

Le premier point retenu concerne l'appel et plus particulièrement le délai pour interjeter appel par les majeurs⁽²³⁾. L'ordonnance de 1667 prévoit deux formalités pour agir⁽²⁴⁾. D'une part, lorsque la décision de justice est rendue, elle est signifiée à la personne condamnée. S'ouvre alors un délai de trois ans au cours duquel cette dernière peut exercer son droit. D'autre part, lorsque ce délai est écoulé, il faut sommer le condamné d'interjeter appel de la décision. C'est seulement après avoir ainsi doublement averti l'intéressé, et si celui-ci n'a toujours pas agi dans les six mois de la sommation, que son appel devient irrecevable.

Les dispositions du Code Léopold sont plus simples et évitent peut être « la chicane »⁽²⁵⁾. En effet, ici la faculté d'appeler a lieu pendant dix ans⁽²⁶⁾. Aucune formalité n'est exigée pour rappeler à la personne condamnée la possibilité d'exercer son droit. C'est à elle à ne pas négliger l'opportunité qui lui est offerte. Néanmoins, si cette disposition a le mérite d'être sans ambiguïté, elle laisse, du fait de son long délai, les personnes dans une incertitude jusqu'à ce que l'action soit éteinte. La critique sur la lenteur de la justice d'Ancien Régime, si souvent invoquée mais cruellement réelle, ne trouve pas ici une réponse fondée.

Le second point porte sur le problème de savoir si une assignation, pour assister à un compulsoire, qui n'est pas faite au domicile de la partie intimée mais à celui seulement de son procureur, demeure valable ? L'ordonnance de France stipule, article 4 titre XII, que « les assignations données aux personnes ou domiciles des procureurs⁽²⁷⁾, auront pareil effet pour les compulsoires [...] que si elles avaient été faites au domicile des parties ». Ainsi, qu'elle soit

22) Voir aux mots : ajournement, t. 1, p. 289, col. 2, p. 290, p. 294, col. 2 ; défaut, t. 5, p. 317, col. 2 ; criées, t. 5, p. 162 et 163 col. 1 ; enquête, t. 6, p. 748, col. 2 ; requête civile, t. 15, p. 316, col. 1.

23) GUYOT (Jean-Pierre), précité, v^o appel, p. 493 et 494, col. 1, précité.

24) Titre XXVII, articles 12 à 16, ordonnance de 1667, précité.

25) Expression employée pour désigner l'usage excessif des méandres des règles de procédure et qui a pour conséquence de faire durer en longueur les procès au grand préjudice des justiciables mais au profit des avocats et procureurs.

26) Titre XIII, article XIII, ordonnance de 1707, précité.

27) Si, en France au XVIII^e siècle, la fonction de procureur est complémentaire de celle de l'avocat, en Lorraine, à la même époque, il en est différemment. Les oppositions qui entachent les relations entre ces deux professions sont un phénomène strictement lorrain dont l'explication trouve sa source dans les circonstances historiques qui entourent leur apparition. PAQUIN (Pierre), précité, p. 104 et s.

faite à l'un ou à l'autre des domiciles, cela ne fait aucune différence quant à l'autorité juridique de l'acte. L'ordonnance de Lorraine retient simplement, article 9 titre VII, que l'assignation de la partie intimée, pour assister aux compulsoires, sera faite « au domicile du procureur ». Elle n'évoque pas, comme l'ordonnance de 1667, le domicile du défendeur ; elle estime, implicitement, qu'en citant celui du procureur, c'est la partie qu'il représente qui est assignée. Cette omission volontaire n'empêche pas que l'assignation reste valable, comme si elle avait été faite au domicile du défendeur⁽²⁸⁾. La disposition du Code Léopold affirme donc le même principe mais elle en abrège seulement les termes. Ainsi, la qualité de concision évoquée précédemment au sujet de l'ordonnance de Lorraine par rapport à celle de France, trouve ici sa pleine expression.

Le troisième point traite des délais d'assignation et d'échéance. Si ceux-ci sont moins resserrés en France qu'en Lorraine, ils se justifient par l'étendue très variable des différentes provinces du royaume. Ainsi, les délais d'assignation dans les prévôtés varient de 3 à 15 jours en France⁽²⁹⁾, alors qu'en Lorraine ils ne sont que de 4 à 8 jours⁽³⁰⁾. Dans les bailliages, l'ordonnance de 1667 prévoit 8 jours à 3 semaines⁽³¹⁾, et le Code Léopold 8 à 15 jours⁽³²⁾. En revanche, il existe une différence fondamentale pour la comptabilisation des jours. En France, le jour de l'assignation ou de la signification et celui de l'échéance ne sont pas comptés dans les délais⁽³³⁾. Par contre, en Lorraine, ceux-ci le sont⁽³⁴⁾. Cette mesure contraint donc à agir rapidement et favorise une justice débarrassée des longueurs préjudiciables à son efficacité.

Dans le même esprit, le Code Léopold prévoit une dérogation, quant à la durée des délais, en cas de circonstances exceptionnelles. L'article 3 du titre II dispose que les juges peuvent « ordonner des assignations promptes et à jours précis dans les affaires provisoires et privilégiées⁽³⁵⁾ ou dans lesquelles il y aurait du péril en la demeure.

28) Le plus haut magistrat de la Cour Souveraine de Lorraine, le premier président Lefebvre, dans son ouvrage sur la pratique judiciaire en Lorraine, confirme cette situation. Il écrit que « les assignations pour compulsoire seront données au domicile du procureur du défendeur, ce qui vaudra comme si ledit défendeur était assigné en sa personne ou domicile ». LEFEBVRE (N.-J.), *La pratique judiciaire en Lorraine selon l'Ordonnance du duc Léopold de l'année 1707*, Nancy, 1755, p. 216.

29) Titre III, articles 1 et 2, Ordonnance de 1667, précité.

30) Titre II, article 1, Ordonnance de 1707, précité.

31) Titre II, article 1, Ordonnance de 1707, précité.

32) Titre II, article 2, Ordonnance de 1707, précité.

33) Titre III, article 6, Ordonnance de 1667, précité.

34) Titre II, articles 1 et 2, Ordonnance de 1707, précité. Cette particularité procédurale ne rencontre aucune disposition contraire. Nous pouvons donc supposer qu'elle est érigée en principe et qu'elle vaut pour tous les délais quelque soit la matière en cause.

35) L'ordonnance, dans son article 3, cite comme exemples les actions pour gages, salaires, aliments, médicaments, loyer de maison, main-levée de saisie, reconnaissance de promesse pour sommes légères.

En pareil cas, le juge n'accorde qu'un bref délai, tel qu'il le juge à propos »⁽³⁶⁾. Dans cette situation, le magistrat use de son « pouvoir arbitraire » pour apprécier le caractère impérieux de l'événement et ainsi fixer le délai adéquat.

Nous pouvons observer, à partir de ces trois exemples précis, que s'exprime le souci d'une justice plus simple et plus rapide.

Enfin, un autre élément important de ce Code - hélas moins souvent évoqué - est celui de son humanisme. Celui-ci est bien révélé dans l'article 31 du titre IV *des appointements et procédures* qui dispose que « les juges auront la liberté de faire consigner les Epices avant le jugement avec la modération et l'équité convenable ; néanmoins seront tenus d'en dispenser les parties pauvres et nécessiteuses, dont nous chargeons leur honneur et conscience ; à ce que nous n'en recevions aucune plainte, non plus que nos Cours ». Cette disposition est motivée par la situation d'indigence d'une partie de la société⁽³⁷⁾. Ainsi, les personnes dissuadées d'agir en raison des frais de procédure excessifs, auront, grâce à cette mesure, plus de facilité pour engager et poursuivre une action en justice. Stanislas ira plus loin encore en instituant une Chambre des consultations, structure destinée à donner gratuitement, aux pauvres, des consultations juridiques⁽³⁸⁾.

Cependant, une étude globale et comparative des deux ordonnances, permettrait d'être plus affirmatif sur les qualités du Code Léopold. Mais qu'en est-il de son application ?

Une application régulière jusqu'à la fin de l'Ancien Régime

Si le Code Léopold connaît une application effective pendant les règnes des deux derniers ducs⁽³⁹⁾, que se passe-t-il à partir de 1737 et surtout de 1766 ? La France, qui prend en main - officieusement - la destinée de la Lorraine en 1737, écarte-t-elle la procédure lorraine pour imposer l'ordonnance de 1667, malgré leur ressemblance ? Ce fut pourtant, à l'origine, l'intention du gouvernement français sur la proposition du chancelier Chaumont de la

36) Titre II, article 3, Ordonnance de 1707, précité.

37) L'indigence de la population est également constatée à travers les nombreuses condamnations pécuniaires, rarement honorées, en matière de délits forestiers et de contrebande de sel. VICQ (Pierre), *Une prise de pouvoir de la Ferme générale en Lorraine : bois de salines et faux saunage (de 1698 à la Révolution)*, Thèse de droit, Université de Nancy, Nancy, 1998, p. 412-413 ; BERNI (Daniel), *La maîtrise des eaux et forêts de Nancy dans la seconde moitié du XVIII^e siècle : administration forestière et répression des délits*, Thèse de Droit, Université de Nancy, Nancy, 1997, p. 394-400.

38) Cf. *infra*, p. 10.

39) Le règne du duc Léopold s'étend de 1698 à 1729 et celui de François III de 1729 à 1737. POUILL (Georges), *La Maison Ducale de Lorraine*, Nancy, P.U.N., 1991, 570 p.

Galaizière. Devant la volonté de soumettre la Lorraine aux mentalités françaises et d'exercer immédiatement son empreinte dominante, les hautes juridictions de cette province - Cour souveraine et Chambre des comptes - manifestent leur légitime réprobation. Elles invoquent, pour le maintien de leur code, les stipulations du traité de Vienne⁽⁴⁰⁾, ainsi que celles de la convention de Meudon⁽⁴¹⁾, qui prescrivent aux juges de se conformer aux ordonnances, styles et usages, jusqu'à présent observés dans les duchés de Lorraine et de Bar.

Face à une telle fermeté, le gouvernement français n'insiste pas et la Lorraine conserve ainsi l'usage du Code Léopold jusqu'à la Révolution française⁽⁴²⁾. Pour déterminer avec précision si le Code Léopold continue d'être appliqué au-delà de 1737, l'étude de documents pouvant mentionner des dispositions relatives à l'ordonnance de 1707 est à entreprendre. Quatre sources essentielles peuvent nous servir dans cette recherche.

Il y a tout d'abord les décisions rendues par les deux grandes instances judiciaires de la Lorraine que sont la Cour souveraine⁽⁴³⁾ et la Chambre des comptes⁽⁴⁴⁾. La première est issue de la mutation

40) *Traité de Paix entre le Roi, l'Empereur et l'Empire conclu à Vienne le 18 novembre 1738*, Paris, Imprimerie Royale, 1739, Archives Départementales de Meurthe-et-Moselle (A.D.M.M.), 150 p., 8° G I 97. Ce traité, composé lui-même de plusieurs accords ou conventions, entre la France et l'Autriche, met fin à la guerre de la Succession de Pologne et donne lieu à un vaste échange des trônes en Europe. Parmi ceux-ci, le duc de Lorraine François III, gendre de l'Empereur, abandonne son duché au profit de la Toscane et Stanislas Leszczynski en renonçant à la Pologne reçoit à titre viager la Lorraine et le Barrois. Parmi les nombreuses conventions, celle du 28 août 1736 relative à la cession des Etats de Lorraine à Stanislas stipule dans son article 14 que « subsisteront et seront maintenus les jugements et arrêts rendus par les tribunaux ». La stabilité quant aux habitudes judiciaires est donc garantie. *Convention entre le roi et l'empereur du 28 août 1736 pour la cession et remise actuelle du duché de Lorraine au Roi de Pologne Stanislas I^{er}*, p. 22 et s.

41) *Déclaration de Stanislas, Roi de Pologne, Duc de Lorraine et de Bar, faite au château de Meudon le 30 septembre 1736*. Elle est insérée dans l'ouvrage : HAUSSEVILLE (M. Comte d'), *Histoire de la réunion de la Lorraine à la France*, Paris, 1854, vol. 4, p. 439. Cette déclaration est en réalité un accord secret, entre Stanislas et le Roi de France, sur les modalités d'administration et de gestion des Etats lorrains. Dans le préambule de cet accord, il est néanmoins reconnu que « des Etats [en l'occurrence ceux de la Lorraine] qui après notre décès [celui de Stanislas] doivent appartenir à la France ne peuvent trop tôt être régis selon les maximes et les principes du gouvernement de Sa Majesté Très-Chrétienne ». L'engagement est pris que tant que Stanislas régnera, ne seront pas remises en cause les dispositions relatives au bon fonctionnement institutionnel de la Lorraine. Même après son décès, les choses resteront en l'état.

42) Même en 1766, lors du rattachement officiel de la Lorraine à la France, aucune tentative de substitution au Code Léopold de l'ordonnance de 1667 n'est envisagée. KRUG-BASSE, « Histoire du Parlement de Lorraine et Barrois », *Annales de l'Est*, 1897, Tome XI, p. 58.

43) KRUG-BASSE (J.), *Histoire du parlement de Lorraine et du Barrois*, Paris-Nancy, 1899, 420 p. ; MAHUET (A. de), *Biographie de la Cour souveraine de Lorraine et Barrois et du Parlement de Nancy (1641-1790)*, Nancy, 1911, 316 p. ; ALLEMAND-GAY (Marie-Thérèse) et COUDERT (Jean), *Un magistrat lorrain au XVIII^e siècle. Le premier président Coeurderoy (1738-1800) et son diacre*, Paris, 1997, 461 p.

44) MAHUET (A. de), *Biographie de la Chambre des comptes de Lorraine*, Nancy, 1914, 200 p. ; SCHNEIDER (Hélène), « Aspects de la gestion des finances du duché de Lorraine à la fin du Moyen Age », *Annales de l'Est*, n° 1, 1998, p. 19-50.

et de la confusion de deux institutions féodales lorraines : les Assises de la chevalerie et du tribunal des échevins de Nancy⁽⁴⁵⁾. Jusqu'au début du XVII^e siècle, elles demeurent autonomes ; mais les différentes occupations françaises dans la deuxième moitié de ce siècle entraînent de profondes altérations. La Cour souveraine de Lorraine et Barrois est instituée officiellement par une ordonnance du duc Charles IV le 16 mai 1641 ; mais la reprise des hostilités avec la France conduit les autorités françaises à la supprimer en 1670. Il faut attendre le traité de Ryswick en 1697 pour que soit ressuscitée la Cour souveraine par l'ordonnance du 12 février 1698⁽⁴⁶⁾. Ce n'est qu'à partir de cette date qu'elle exerce réellement ses attributions, c'est-à-dire essentiellement l'examen en appel des procès civils et criminels.

La seconde est le fruit d'une nécessité propre au développement des charges attenantes à l'autorité royale. La Lorraine est longtemps resté archaïque sur le plan des institutions administratives. Plusieurs textes de la fin du XV^e siècle et du début du XVI^e siècle révèlent l'apparition et l'organisation de la Chambre des comptes. La période troublée du XVII^e siècle - la guerre de Trente Ans et les occupations françaises - la conduit à être successivement supprimée en 1634, rétablie en 1661, puis à nouveau « dispersée » en 1670 pour enfin être restaurée par la déclaration du 12 février 1698⁽⁴⁷⁾. Elle exerce dès lors dans toute sa plénitude les nombreuses prérogatives qui lui incombent.

Souvent en conflit, sous les règnes de Léopold et de François III, la Cour souveraine et la Chambre des comptes changent d'attitude avec l'installation de Stanislas et particulièrement de son chancelier, représentant de la France. Elles unissent leurs efforts au service du duché et se montrent soucieuses de défendre l'autonomie lorraine contre les empiétements de l'intendant de France. Cette attitude se traduit dans leurs arrêts par le refus d'appliquer l'ordonnance de 1667 au profit du Code Léopold⁽⁴⁸⁾.

45) Cette juridiction est issue du corps municipal de la ville de Nancy primitivement constitué par la charte que le duc Ferri III (1251-1303) lui octroie en 1265. A l'origine temporaire, cette institution s'érige en un tribunal permanent appelé la *curia Nanceiensis*. Composée de professionnels gradués en droit, cette juridiction étend d'abord sa compétence sur l'ensemble du bailliage de Nancy, au point même d'empiéter sur celle des Assises, et par la suite sur la Lorraine tout entière. SADOUL (Charles), précité, p. 116-129.

46) Ordonnance du 12 février 1698 portant rétablissement de la Cour souveraine, *Recueil des Ordonnances de Lorraine*, A.D.M.M., Tome I, p. 4.

47) Déclaration du 12 février 1698 portant rétablissement de la Chambre des Comptes, *Manuscrit 193-194(174)*, Bibliothèque Municipale de Nancy (B.M.N.), à la date.

48) Arrêt de la Cour souveraine du 18 août 1766, du 25 janvier 1770, A.D.M.M., 3 B XXI/11, à la date.

Une autre source apporte des références sur les dispositions de l'ordonnance touchant à la procédure civile en Lorraine : ce sont les délibérations de la Chambre des consultations. L'établissement de la Chambre des consultations résulte du triste constat social qu'évoque la Déclaration du 20 juillet 1750⁽⁴⁹⁾ créant cette institution. Elle expose que « nos sujets indigens ne pouvant être aidés dans les affaires contentieuses qui leur surviennent sous le ressort de notre Cour Souveraine, que par le ministère d'un seul avocat, à titre de miséricorde, lequel manquant souvent, à cause de leur multiplicité, et des exercices ordinaires de sa profession, du tems nécessaire à un mur examen, soit pour détourner ses cliens d'entreprendre de mauvaises causes, soit quand il les juge bonnes, pour les éclairer et conduire dans tout le cours de la procédure, les expose, en succombant sous le poids des jugemens, à voir augmenter leur misère ; et voulant procurer à cette portion de notre Peuple, les secours dont il peut avoir besoin pour obtenir Justice, dans les cas où elle lui sera dûë, nous avons résolu d'établir une chambre de Consultations »⁽⁵⁰⁾.

La noble mission de cette instance, composée de « jurisconsultes distingués par leur lumières et probité », est de « prendre connaissance des affaires que les pauvres se trouveraient dans le cas de porter en appel en notredite Cour Souveraine, et leur en donner gratuitement leurs avis, sans lequel l'appel ne pourrait être reçu »⁽⁵¹⁾. Cette mesure a un effet immédiat puisque les actions engagées le sont désormais sur des moyens solides ; elle évite aux parties une dépense qui occasionnait, par le passé, « quelquefois leur ruine »⁽⁵²⁾. L'ensemble des délibérations de la Chambre des consultations sont réunies dans 11 registres (de 1750 à 1784), chacun contenant en moyenne plus de 350 affaires⁽⁵³⁾.

Enfin, la dernière source où des mentions peuvent être découvertes sur l'ordonnance de 1707, ce sont les *factums*. Très répandus aux XVII^e et XVIII^e siècles, ils mentionnent les faits mais également les moyens juridiques invoqués ou contestés par l'auteur du mémoire. La Bibliothèque Municipale de Nancy dispose d'un important fonds de *factums*, malheureusement non répertoriés par matière ce qui en rend l'exploitation extrêmement difficile⁽⁵⁴⁾.

49) « Déclaration du roi du 20 juillet 1750 portant établissement d'une chambre de consultations », *Recueil des Ordonnances de Lorraine*, précité, Tome VIII, p. 176.

50) *Ibidem*.

51) *Ibidem*.

52) *Ibidem*.

53) Délibération de la Chambre des consultations du 24 mai 1754, A.D.M.M., B 12 460 ; du 1^{er} octobre 1783, précité, B 12 470.

54) Un projet de catalogue par matière juridique des factums de la Bibliothèque Municipale de Nancy vient récemment d'être lancé par le Professeur Hugues Richard.

Parmi ceux déjà consultés, l'un fait référence à une disposition du Code Léopold⁽⁵⁵⁾, en l'occurrence l'article 9 du Titre 7 relatif au compulsoire. Dans cette affaire, l'originalité provient du raisonnement développé par une des parties qui invoque l'ordonnance de France pour écarter celle de Lorraine. L'auteur affirme que « si l'Ordonnance de France a été le modèle de la nôtre [l'ordonnance de 1707], il faut en conclure que lorsque celle-ci s'est écartée de l'Ordonnance de France, elle a voulu faire un règlement contraire »⁽⁵⁶⁾. Démarche inattendue mais somme toute compréhensible pour atteindre son but.

Ici encore, il faudrait se livrer à une étude minutieuse et complète des différents documents pour confirmer avec précision l'application effective du Code Léopold⁽⁵⁷⁾. Cette recherche permettrait en outre de dégager les thèmes les plus souvent évoqués devant ces diverses autorités et ainsi de connaître le contenu du contentieux.

L'application du Code Léopold s'étend même au-delà de la Révolution. En effet, la Constituante qui souhaitait réformer la procédure civile, n'en a pas eu le temps ; elle s'est contentée, selon l'article 20 du titre II de la loi des 16 et 24 août 1790⁽⁵⁸⁾, de poser le principe que « le code de la procédure civile sera incessamment réformé de manière qu'elle soit plus simple, plus expéditive et moins coûteuse ». Il fallait bien, en attendant, que la justice fonctionne.

La loi relative au nouvel ordre judiciaire des 6 et 27 mars 1791⁽⁵⁹⁾ précise que « jusqu'à ce que l'Assemblée nationale ait statué sur la simplification de la procédure, les avoués suivront exactement celle qui est établie par l'ordonnance de 1667 et règlements postérieurs ». Dans le même temps, une loi des 28 avril et 8 mai 1791 prenait soin de rappeler que « dans les tribunaux établis dans les villes où l'ordonnance de 1667 n'a pas été publiée ni exécutée, les juges et les avoués se conformeront pour la procédure, aux règlements qui y sont usités »⁽⁶⁰⁾. C'est le cas en Lorraine.

55) Jésuites de Nancy contre les habitants de Maron : demande en cassation, Bibliothèque Municipale de Nancy, 7558-ZZ 172-1, pièce n° 4.

56) *Ibidem*, p. 59.

57) Le nombre important d'arrêts rendus, tant par la Cour souveraine que par la Chambre des comptes et de délibérations de la Chambre des consultations - plusieurs milliers -, impose un travail à long terme.

58) Loi des 16-24 août 1790 sur l'organisation judiciaire, Bulletin des lois, p. 310.

59) Loi des 6-27 mars 1791 relatif au nouvel ordre judiciaire, Bulletins des lois, p. 240.

60) Loi des 28 avril et 8 mai 1791 relatif aux tribunaux établis dans les villes où l'ordonnance de 1667 n'a été publiée ni exécutée, Bulletin des lois, p. 339.

La remise en vigueur du Code Léopold dans l'attente du code de procédure civile

La Révolution voulant rompre totalement avec l'Ancien Régime, c'est sous la Convention que les gouvernants adoptent une réforme radicale en matière de procédure puisque, par le décret du 3 brumaire an II (24 octobre 1793), ils instaurent une justice sans procédure⁽⁶¹⁾. Cette expérience ayant montré ses limites, quel chemin désormais emprunter ? Fallait-il revenir aux anciennes pratiques ou au contraire poser les bases d'une nouvelle justice qui mettrait à profit les acquis de l'expérience révolutionnaire ? C'est la première tendance qui l'emporte. L'ancienne procédure est remise en vigueur par un arrêté des consuls du 18 fructidor an VIII⁽⁶²⁾, qui édicte que « provisoirement les avoués [rétablis] suivraient les formes de la procédure établies par l'ordonnance de 1667 et les règlements ultérieurs ». La question se pose alors de savoir si ce texte ne doit pas être considéré comme imposant désormais l'unification de la procédure civile sur l'ensemble du territoire français. Par un arrêt de rejet du 26 thermidor an XII, confirmant la jurisprudence constante du tribunal d'appel de Nancy⁽⁶³⁾, la Cour de cassation répond que cet arrêté consulaire « n'a pas entendu donner force de loi à ces ordonnances et règlements dans les parties où ils n'avaient pas été publiés et spécialement dans la ci-devant province de Lorraine et qu'en conséquence on a du continuer à suivre dans cette province la procédure tracée par l'ordonnance de Lorraine de 1707 »⁽⁶⁴⁾. C'est donc bien à l'ordonnance de 1707 que le tribunal d'appel se réfère quand il s'agit d'apprécier la régularité des procédures engagées devant lui, mais à condition qu'elle concerne un ancien territoire ducal⁽⁶⁵⁾.

Si le Code Léopold est à nouveau en vigueur, d'autres textes sont intervenus depuis 1789 et s'appliquent. C'est ainsi que le taux d'appel est désormais déterminé par l'article 5 du titre IV de la loi

61) BLOCH (C.) et HILAIRE (J.), « Nouveauté et modernité du droit révolutionnaire : la procédure civile », dans : Actes du colloque international, *La Révolution et l'ordre juridique privé. Rationalité ou scandale ?*, Orléans, 1989, p. 469-482.

62) Arrêt du 18 fructidor an VIII qui ordonne l'exécution provisoire des lois des 6 et 20 mars 1791, relativement aux avoués, greffiers et huissiers, Bulletin des lois, p. 297.

63) THIEBAULT (Edmond-Lucien), *La juridiction d'appel à Nancy de 1800 à 1810*, Thèse de droit, Université de Nancy II, 1999, 400 p.

64) Arrêt du 26 thermidor an XII, in *Jurisprudence du XIX^e siècle*, Tome III, Devilleneuve et Gilbert.

65) Pour écarter un moyen de nullité fondé sur l'ordonnance de 1667, le tribunal d'appel de Nancy prend soin de préciser dans son arrêt que « cette ordonnance n'était pas publiée à Lamarche [bailliage de Lorraine] qui était sous la dépendance des ci-devant princes de Lorraine et que c'est l'ordonnance de 1707 qui doit s'appliquer ». Jugement du 9 floréal an IX (30 avril 1801), A.D.M.M., 2 U 8/187. Par contre à Toul, terre de France, on doit appliquer « l'ordonnance de France », Jugement du 22 prairial an X (10 juin 1802), A.D.M.M., 2 U 11/123.

des 16 et 24 août 1790⁽⁶⁶⁾ sur l'organisation judiciaire. Cette situation pose, dès lors, la question de la compatibilité des textes anciens et nouveaux. C'est ainsi que le tribunal d'appel de Nancy a eu à statuer sur la survivance de la procédure de « désertion d'appel », connue également dans l'ordonnance de 1667⁽⁶⁷⁾. Prévue par l'article XI du titre XIII du Code Léopold, elle permet à la partie contre laquelle un appel est interjeté, de faire constater que, faute pour l'appelant d'avoir effectivement saisi la juridiction d'appel, celui-ci est « péri et désert »⁽⁶⁸⁾. Le tribunal d'appel relève que cette procédure « n'est point autorisée dans le nouvel ordre judiciaire et qu'elle est même évidemment contraire à l'esprit des lois nouvelles qui ont eu pour objet de simplifier les formes pour épargner aux parties des frais inutiles »⁽⁶⁹⁾. Le Tribunal de cassation adopte le même point de vue, à propos de l'ordonnance de 1667, dans un jugement du 15 nivôse an XI (5 janvier 1803) en rappelant que « la procédure de désertion d'appel ne peut se concilier avec la loi du 24 août 1790 »⁽⁷⁰⁾. Mais cette remise en pratique du Code Léopold n'est que temporaire.

Dans le cadre de la politique de reconstruction institutionnelle que mène Napoléon, la réorganisation juridique - notamment le mouvement de codification - est une priorité⁽⁷¹⁾. Établie en 1802, la commission chargée de l'élaboration de l'avant-projet de code de procédure civile s'inspire presque exclusivement de l'ancienne ordonnance de 1667⁽⁷²⁾. L'ensemble des tribunaux d'appel sont invités à formuler des observations et le font en des termes souvent critiques, en reprochant principalement à la commission d'avoir laissé

66) Loi des 16-24 août 1790, précité. Jugement du 29 ventose an X, A.D.M.M., 2 U 10/2/132.

67) Titre XI.

68) C'est-à-dire éteint.

69) Jugement du 27 messidor an X (17 juillet 1802), A.D.M.M., 2 U 12/39.

70) Jugement du 15 nivôse en XI, A.D.M.M., S 3/1/134.

71) Dans les cahiers de doléances, le souhait souvent exprimé est de voir réformer les codes civil et criminel, c'est-à-dire les ordonnances de procédure, en l'occurrence celles de 1667 et 1670, et non la rédaction d'un code civil au sens moderne du terme. Le même sentiment demeure lorsque le mouvement de codification intervient. En effet, Napoléon attache plus d'importance à la rédaction du code civil que du code de procédure civile pourtant utile. HALPERIN (Jean-Louis), *L'impossible Code civil*, P.U.F., 1992, p. 47.

72) Un des membres les plus influents de cette commission se nomme Pigeau. Professeur de droit spécialisé dans les matières de procédure civile et criminelle, il maîtrise mieux que quiconque les méandres de l'ordonnance de 1667. En effet, alors qu'il travaille dans une étude de procureur, et encore mineur, il publie, en 1767, un ouvrage qui facilite la compréhension et l'utilisation de la procédure civile intitulé d'abord *Praticien du Châtelet de Paris* puis *la procédure civile du Châtelet de Paris et de toutes les juridictions du royaume, démontrée par des principes et mise en action par des formules* (1779). En 1774, il est reçu avocat au parlement de Paris. La Révolution passée, il ouvre chez lui un cours de droit et de procédure. C'est donc presque tout naturellement que Napoléon, dans le cadre du mouvement de codification de ce début de XIX^e siècle, fait appel à Pigeau pour intégrer la commission chargée d'élaborer un code de procédure où sa connaissance de la matière en fait une personne influente et écoutée. *Biographie Universelle*, Vol. 33, p. 307.

subsister une procédure trop formaliste, trop lourde et trop onéreuse⁽⁷³⁾. La cour d'appel de Nancy, à laquelle est soumis ce projet, se montre très sévère. Elle promet à « ce projet de code judiciaire, [que] s'il était exécuté tel qu'il est présenté, [il] entraînerait, une énormité de frais, qui sans faciliter la marche de la procédure, ne serviraient qu'à enrichir les officiers ministériels, au détriment des justiciables »⁽⁷⁴⁾. Les magistrats de cette cour invoquent à l'appui de leurs attaques les mérites de l'ordonnance Lorraine de 1707⁽⁷⁵⁾ et recommandent aux rédacteurs du Code de l'adopter intégralement. C'est la cas de l'article 142 du projet sur l'appel des sentences, où les magistrats de Nancy invitent à reprendre, sans changement, l'article 6 du Titre XIII sur les appellations de l'ordonnance de 1707⁽⁷⁶⁾. Leurs remarques ne sont pas prises en considération et d'ailleurs aucune des observations formulées par l'ensemble des juridictions consultées ne sont retenues par les rédacteurs de l'avant-projet du code de procédure civile. Le premier janvier 1807, le Code Léopold cessait d'être appliqué.

L'histoire du Code Léopold est singulière. Né de l'exigence d'un souverain et de la réflexion d'un brillant jurisconsulte, proche dans son contenu de l'ordonnance de 1667 mais sans pour autant lui ressembler complètement, il demeure, malgré des tentatives d'éviction, le texte qui marque de son empreinte et de sa philosophie la vie judiciaire lorraine. Existe-t-il dans d'autres provinces de France une situation analogue ?

Une étude minutieuse des archives judiciaires de Lorraine - travail ambitieux et de longue haleine - serait d'un riche enseignement pour apprécier l'impact de ce texte marqué par son autorité et son indépendance⁽⁷⁷⁾.

Pierre VICO

73) DAUCHY (Serge), « Les observations des cours d'appel sur le projet de code de procédure civile de l'an XIII », in *Justice et République(s)*, LORIGNIER, MARTINAGE et ROYER, colloque de Lille, septembre 1992, L'espace juridique, p. 289.

74) *Observations de la Cour d'appel séant à Nancy sur le projet de code de procédure civile*, Archives nationales, BB/30/528.

75) Les magistrats de Nancy affirmaient que l'ordonnance de Lorraine présentait moins d'abus que celle de 1667 et écrivaient dans leurs observations que « c'est une vérité de fait qui est à l'abri de toute espèce de prévention, puisqu'elle est attestée par l'expérience de près d'un siècle ». *Observations de la Cour d'appel séant à Nancy sur le projet de code de procédure civile*, précité.

76) Il existe d'autres cas comme celui-ci. *Observations de la Cour d'appel séant à Nancy sur le projet de code de procédure civile*, précité, fol. 2-4.

77) La réputation du Code Léopold est telle, qu'elle s'étend jusqu'en Russie où une partie des dispositions de l'ordonnance sont adoptées. DIGOT (Auguste), « Eloge historique de Jean-Léonard Bourcier », *Mémoire de la Société royale des Sciences, Lettres et Arts de Nancy*, 1842, p. 36.